

page 185 lectures

PRE

The SAGE Handbook of Propaganda

Paul Baines, Nicolas O'Shaughnessy et Nancy Snow (dir.)

Londres, Sage Publishing, 2019, 656 pages

En ces temps de *fake news*, revenir sur le concept de propagande n'est pas inutile. C'est ce que font très opportunément et de façon complète Nancy Snow, auteur de nombreux ouvrages de référence sur la diplomatie publique et grand connaisseur du Japon, et ses collègues, spécialistes de marketing et de communication. Comme l'exige la loi de ce genre universitaire (un genre de plus en plus souvent voué à être consulté en ligne), la somme qui nous est présentée est volumineuse. Mais à juste titre.

Une première partie est consacrée au concept de propagande, à ses techniques et à leur étude. On y revient nécessairement sur les origines anarchistes de cette notion, aux récits de temps de guerre et aux développements récents, depuis les *fake news* jusqu'à la mode de la « post-vérité », déclinée en ligne, en écrits ou en images. La deuxième partie de l'ouvrage s'attache davantage aux méthodes de l'étude de la propagande. Comment, en effet, étudier, mesurer, quantifier la propagande moderne, notamment sur les réseaux sociaux ? Comment évaluer l'efficacité de la propagande ? Un article sur le discours islamiste est ici particulièrement d'actualité. La troisième partie de l'ouvrage prend le contre-pied de cette approche de la propagande pour étudier les techniques qui permettent de la contrer : quelles leçons tirer des différentes tentatives pour limiter la propagande russe, celle d'organisations terroristes, celle du Hamas ou du Hezbollah ? Enfin, une dernière partie énumère une dizaine d'études de cas, depuis la construction du « rêve chinois » jusqu'à la propagande *made in Japan*, en passant par l'appareil de communication syrien ou encore la « Trumpaganda ». Au total, 34 contributions et plus de 600 pages.

On retient trois apports majeurs de ce travail énorme. Le premier est un effort de définition, de discussion, d'un concept plus complexe qu'il n'y paraît. Le deuxième est la démonstration d'une incroyable richesse et hétérogénéité des pratiques. Son dernier mérite enfin, qui n'est pas le moindre, est de nous faire réfléchir : l'ouvrage suscite autant de questions qu'il apporte de réponses, et c'est bien là sa force.

Défrichage des concepts

Au fond, qu'est-ce que la propagande ? Se confond-elle avec tout autre pratique de l'influence ? Est-elle synonyme de ce *sharp power* que l'on invoque aujourd'hui pour qualifier les actions de déstabilisation de la part de régimes pour la plupart autoritaires ? Une introduction brève mais éclairante dissipe un certain nombre de malentendus. L'accent est mis d'emblée sur les pratiques terroristes, et c'est d'ailleurs aux victimes de ce terrorisme que l'ouvrage est dédié. On le constate au fil des pages, cette entrée est loin d'être la seule, et n'est peut-être pas non plus la principale. Il est rappelé fort opportunément que les travaux sur la propagande et les efforts pour la définir sont au final relativement peu nombreux. Il est surtout

souligné, à partir d'une ancienne définition de Jacques Ellul (*Propagandes*, Vintage Books, 1962), que l'objectif principal de la propagande est de faire en sorte que des individus s'accrochent à des processus d'action irrationnels, non plus pour les conduire à des choix, mais pour relâcher leurs réflexes de raison et les faire adhérer à des mythes. Ces pratiques, d'abord lancées plutôt par des États, sont devenues celles de groupes non gouvernementaux, notamment religieux et violents comme le Hamas, le Hezbollah ou l'État islamique.

Ensuite, les auteurs insistent bien sur le fait que l'action de propagande doit d'abord servir ses sponsors et agir par l'intermédiaire des masses. À cet égard, l'ère digitale change profondément la donne. Il n'est pas anodin de constater que, dans cette perspective, la propagande n'a pas besoin d'être crédible. Il lui suffit d'être efficace sur le plan émotionnel. Et plus encore de parvenir au rejet par les populations de toute forme d'argumentation qui ne serait pas émotionnelle. Pour paraphraser les auteurs : « Quand tout devient suspect, plus rien n'est sacré, y compris les faits eux-mêmes. »

Les vieilles ficelles de la propagande, telles qu'on les a connues à plusieurs reprises dans l'histoire, continuent de fonctionner : le recours à la peur ou à la menace existentielle (comme la « mort de l'Europe », souvent brandie par les extrêmes droites) fait recette aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix. L'étude de ces phénomènes fait naturellement appel aux registres de la psychologie, de la communication, comme de la science politique et de bien d'autres disciplines encore.

Hétérogénéité des pratiques

Bien entendu, tout ne pouvait être abordé dans un seul volume. Comme les auteurs l'admettent eux-mêmes, il reste quelques angles morts. Des exemples africains auraient pu être davantage présents (on pense notamment au cas de Boko Haram). Les analyses sémiotiques, ou plus quantitatives, de la propagande sont moins abordées ici. Des sciences politiques extra-occidentales, asiatiques, africaines ou latino-américaines, moins traduites en anglais et de ce fait moins visibles, mériteraient d'être davantage exploitées. Néanmoins, la somme qui nous est proposée reste remarquable.

Chaque étude de cas empirique et/ou géographique donne lieu à un questionnement plus généraliste. Ainsi Nancy Snow, à partir du Japon, s'interroge-t-elle sur la reproduction de mythes nationaux, comme l'homogénéité ou le consensus. Un chapitre sur le rêve chinois extrapole la réflexion à l'utilisation de la propagande à des fins de puissance internationale, ou à l'usage qui peut être fait d'un discours sur l'humiliation, mis en miroir avec un autre discours, complémentaire, sur la renaissance nationale. L'étude de la Corée du Nord montre comment un discours qui peut être perçu comme caricatural depuis l'extérieur demeure efficace en interne, ou du moins atteint les objectifs qu'il s'est fixés lui-même. Si ce travail ne se veut pas nécessairement un guide pour l'action, les nombreux exemples de contre-propagande et d'efforts pour endiguer les déstabilisations venues de l'extérieur (par exemple contre la propagande russe – chapitre 18) nous donnent à voir

autant de cas d'espèce qui font réfléchir aux stratégies possibles pour faire face à un phénomène croissant du monde contemporain.

Plusieurs lignes de partage, plusieurs blocs de réflexion ressortent de cette somme. La première piste nous amène naturellement à comparer les pratiques démocratiques, que l'on ne saurait réduire au *soft power* et qui aujourd'hui (depuis la période trumpienne) voient un développement de la « *fake news* en contexte démocratique », aux pratiques autoritaires. Une deuxième piste conduit à opposer les pratiques classiques de la propagande, généralement véhiculées par des médias traditionnels, aux nouveaux modes d'action que peuvent générer les technologies digitales. Enfin et surtout, les variations sur le thème de la propagande nous amènent à poser la question de la validité, ou à l'inverse de la caducité, de ce concept.

Questions en suspens

Première question qui vient à l'esprit : la propagande pour quoi faire ? S'agit-il de consolider un régime en interne ? De déstabiliser des rivaux sur le plan international ? De séduire une opinion extérieure (régionale ou mondiale) pour susciter son adhésion, aussi bien que pour l'empêcher de réfléchir à des questions qui fâchent ? Quels sont alors les liens de ce concept de propagande avec d'autres, qui peuvent passer pour synonymes mais ne le sont pas ? Comme le *soft power* tel que développé par Joseph Nye, l'influence – concept qui reste à défricher plus avant –, le *sharp power* déjà évoqué, ou encore le lobbying, la diplomatie publique, la communication politique...

L'État, longtemps maître d'œuvre principal de la propagande, est-il aujourd'hui dépassé ? On peut ainsi s'interroger sur la redoutable efficacité de la communication produite par des acteurs non étatiques (comme certains acteurs religieux, qui disposent de chaînes de télévision et de canaux d'expression multiples en ligne), en comparaison avec les tentatives souvent vaines des gouvernements pour développer un contre-discours, plus rigide, moins pragmatique, moins en phase avec une demande d'irrationalité. Mais on peut s'interroger également sur les nouvelles stratégies étatiques en matière de propagande : l'alliance de certains régimes avec des réseaux transnationaux, ou des modes de loisirs particulièrement prisés comme les séries télévisées, mériterait d'être décryptée. On songera ici au cas de la Turquie, à la fois proche des réseaux des Frères musulmans et productrice de séries télévisées à succès dans le monde arabe, politiquement efficaces et à la gloire d'un âge d'or de l'empire ottoman (comme la série *Payitaht: Abdülhamid*, « Capitale : Abdülhamid », du nom du sultan ottoman). Y a-t-il, en matière d'efficacité de la communication politique ou de la propagande, une prime aux diplomaties protestataires ? Le discours enflammé d'un Erdogan, la rhétorique déstabilisatrice d'un Poutine, ou les intimidations de quelques autres, comme à Pékin, sont-ils des techniques plus efficaces que les appels à la modération de quelques capitales occidentales ? Faut-il, pour développer une propagande efficace, se faire bateleur d'estrade ? Il faut en tout cas s'éloigner de la pure rationalité et de la modération qui l'accompagne : c'est l'une des leçons majeures que nous infligent ici, brutalement mais sans doute salutairement, les auteurs.

La question du « et maintenant ? » s'impose alors à nous. Les démocraties libérales, en particulier européennes, doivent-elles se doter de nouveaux instruments d'action internationale comme le *sharp power* ? Doivent-elles répondre à la prolifération des nouvelles propagandes par le développement de capacités offensives en la matière ? La question est gênante, la réponse n'est pas nécessairement positive, mais la réflexion est incontournable.

Frédéric Charillon

Professeur des universités en science politique
(Université Clermont-Auvergne)

RELATIONS INTERNATIONALES

PRÉVOIR LE MONDE DE DEMAIN

Paul Dahan (dir.)
Paris, CNRS Éditions, 2020,
328 pages

Il s'agit de « resserrer l'incertitude ». L'expression de Thierry de Montbrial, qui ouvre ces pages, rappelle à la modestie les multiples démarches générées par l'angoisse de l'avenir – ici dans le domaine de l'action publique. L'anticipation, la prévision, la prospective ont, l'une après l'autre ou concurremment, selon les temps, tenté d'apaiser cette angoisse : l'ouvrage dirigé par Paul Dahan a le mérite de poser toutes les méthodes sur la table, sous le signe de la prévision.

Une première partie s'intéresse aux approches et aux acteurs de la prévision : définitions, champs d'action, méthodes. Du texte d'ouverture de Thierry de Montbrial, on retient trois remarques délimitant tout exercice de prévision : la prévision s'appuie, ensemble, sur l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse, elle est donc, comme la stratégie, un art et non une science ; l'histoire est faite de non-linéarités, or l'esprit humain s'inscrit spontanément dans des dynamiques de continuité ; et l'on a toujours tendance à voir les changements de court terme comme des ruptures, ces dernières ne se concrétisant en réalité que dans un long terme par définition impensable. Serge Sur clarifie la distinction entre les trois notions d'anticipation – imagination de l'avenir –, de prévision – opinion sur un futur –, et de prospective – recherche permettant de dégager des éléments de prévision. Et Paul Dahan suit le passage

des temps du devin, du prophète et du mage à ceux de l'anticipation rationnelle.

Un deuxième ensemble de textes s'attache à la « prévision appliquée », à travers les institutions – une juste place étant faite au Centre d'analyse et de prévision (CAP) du Quai d'Orsay sans, curieusement, que soit étudié le Centre de prospective et d'évaluation (CPE) de la Défense –, puis par secteur : économie, diplomatie, en matière de défense ou de renseignement. Enfin, on suit quelques heurs et malheurs concrets de la prévision, laquelle dépend toujours de ce qu'on cherche à prévoir – et donc de la vision, inéliminable, que le prévisionniste a de son présent ; ainsi que de l'échelle de temps projetée : en matière de défense, elle doit être de très long terme en raison du poids des programmes techniques, et de très court terme pour faire face à la réactivité des acteurs sur le terrain. On s'interroge également sur les méthodes techniques nouvelles susceptibles de donner à la prévision une ampleur, peut-être une efficacité, inédites : par exemple l'Intelligence artificielle.

L'ouvrage dirigé par Paul Dahan retient l'attention par son voyage autour d'ancestraux fantasmes de maîtrise et de construction de l'avenir ; par son passage en revue des méthodes mises en œuvre pour mieux lire (conjuré ?) l'avenir, de la divination à l'Intelligence artificielle ; enfin par l'étude de réactions administratives variées au problème posé par l'incertain avenir.

Le bilan est rassurant : la percée sur l'avenir n'est pas pour demain. Les manettes sont innombrables, les résultats le plus souvent convenus, ou médiocres. La réflexion sur la prévision a de beaux jours devant elle – comme notre ignorance du futur. Autrement

dit : il est légitime de vouloir prévoir l'avenir si l'on sait la tâche impossible. On se consolera avec le beau florilège de citations qui clôt l'ouvrage, dont deux au moins sont à méditer : « Une erreur peut devenir exacte, selon que celui qui l'a commise s'est trompé ou non. » (Pierre Dac) « Il faut se préparer au pire, espérer le mieux, et prendre ce qui vient. » (Confucius)

Dominique David

INTER-SOCIALITÉS. LE MONDE N'EST PLUS GÉOPOLITIQUE

Bertrand Badie
Paris, CNRS Éditions, 2020,
232 pages

Le dernier ouvrage de Bertrand Badie propose une nouvelle lecture des relations internationales à la lumière des récents événements qui ont secoué le monde. Il part du constat que les manifestations de l'année 2019 contre les pouvoirs, du Chili à l'Iran en passant par la France, « replacent le social, exprimé ou subi, au centre du jeu international, de manière non pas conjoncturelle mais essentielle et durable ». Il en est de même de la pandémie, qui a fait dire à Henry Kissinger qu'elle a « modifié à jamais l'ordre mondial ». En fait, l'analyse proposée s'inscrit dans la lignée des précédents ouvrages de l'auteur qui annoncent la fin de l'ordre westphalien et l'importance des sociétés dans la vie internationale, et pour qui le social « s'installe au centre même du jeu international ». Quant aux piliers de l'ordre international, ils se sont effondrés : il n'y a plus de polarisation capable de l'organiser, de structurer les politiques étrangères et d'ordonner les enjeux ; la puissance militaire n'est plus

décisive, comme l'ont montré notamment les interventions américaines en Afghanistan ou en Irak ; les alliances perdent de leur stabilité et se noient dans la fluidité des rapports entre États.

Si la logique sociale a pris le dessus, c'est que trois ruptures sont intervenues. La décolonisation, qui s'est traduite par la création d'États faibles voire faillis ; la dépoliarisation avec la chute de l'URSS, qui s'est accompagnée de la dévaluation de la puissance militaire ; enfin la mondialisation, jointe à une « fulgurante ascension des capacités de communication reliant directement entre eux les acteurs sociaux ». De même, des thèmes nouveaux se sont imposés dans la vie internationale, comme le constatait dès 1994 le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans son premier *Rapport sur le développement humain*, qui mettait en valeur le concept de sécurité humaine. Ainsi, les questions alimentaires, environnementales et sanitaires ont pris une importance majeure dans la vie internationale.

Si « naguère, le diplomate et le soldat contrôlaient la quasi-totalité du jeu international au nom du prince », il n'en est plus de même aujourd'hui. Les États sont concurrencés par de nouveaux acteurs, qu'il s'agisse d'acteurs transnationaux comme les grandes organisations non gouvernementales – Amnesty International, Greenpeace, WWF –, mais également des « entrepreneurs identitaires », qui peuvent avoir un caractère tribal, ethnique ou religieux. De même, des « tyrans privés » comme les grandes agences de notation financière ou le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) fixent des normes, règlent des conflits ou émettent des régulations.

Ces idées ne manqueront pas de faire débat. Mais les situations qui se développent dans de nombreuses parties du monde, notamment au Moyen-Orient, illustrent bien les changements profonds intervenus dans les relations internationales. Tout ceci implique la définition d'un nouveau type de politique étrangère, dont l'auteur esquisse les principaux axes. Ce livre stimulant devrait contribuer à faire évoluer les pratiques diplomatiques, qui devront désormais tenir compte davantage du rôle croissant des sociétés civiles.

Denis Bauchard

LE TEMPS DES PRÉDATEURS. LA CHINE, LES ÉTATS-UNIS, LA RUSSIE ET NOUS

François Heisbourg
Paris, Odile Jacob, 2020,
240 pages

« Dans un monde plein de carnivores, les végétariens vivent des temps très difficiles », avertissait Sigmar Gabriel, ministre allemand des Affaires étrangères, en réponse à une question sur la politique extérieure européenne, dans une interview au *Spiegel*, en 2018. C'est à la découverte de ces « carnivores » que nous emmène François Heisbourg avec *Le Temps des prédateurs*, en les identifiant dès le sous-titre : Chine, États-Unis et Russie. À la vérité, il n'y a là rien de nouveau, puisqu'on ne saurait qualifier autrement que de prédation le sort réservé à un empire chinois affaibli, à partir de la première guerre de l'opium, par à peu près tout ce que le monde comptait au XIX^e siècle de puissances navales, comme le rappelle l'auteur avec justesse, dans un prologue enlevé. Par une ironie de l'histoire, la Chine, devenue superpuissance, se retrouve à la table des prédateurs.

Observateur sagace des conduites des acteurs de l'arène internationale, François Heisbourg offre, avec la métaphore des fauves et de leurs proies, une grille de lecture de l'ordre du monde contemporain marquée au sceau de l'école réaliste des relations internationales. Chacun décline sa stratégie, qui se déploie désormais non plus sur le mode de l'intervention, mais en exploitant les interdépendances pour en extraire tous les avantages possibles.

La Chine, qui n'a plus besoin de « cacher son éclat », est devenue une cyber-dictature qui cherche à « profiter » (s'appropriier les technologies européennes qu'elle ne maîtrise pas), à influencer, à détacher l'Europe des États-Unis, à intégrer l'Europe dans l'espace eurasiatique, notamment *via* la 5G, tout en se réservant l'option de l'intervention militaire. Forts de leur suprématie militaire et de leur capacité d'innovation, cyber-puissance avérée, les États-Unis ont, avec Donald Trump, abandonné leur prétention à l'exemplarité pour verser dans le transactionnalisme à courte vue, et le bilatéralisme. Reléguée par sa faiblesse économique dans une autre catégorie que les deux autres puissances, la Russie est animée par une démarche révisionniste vis-à-vis de la perte de son statut de superpuissance, ainsi que de l'ordre de sécurité européen de l'après-guerre froide. Elle compense son manque de ressources en se montrant agile (Crimée), en maximisant ses avantages à peu de frais, et en déstabilisant ses adversaires par la désinformation.

Si ces pratiques de prédation se déploient partout dans le monde, de l'Afrique au Proche-Orient, c'est, au milieu de ce champ de forces, l'Europe qui apparaît comme la proie la plus

convoitée. Engourdie par son « somnambulisme stratégique » face à la montée en puissance de la Chine, elle offre aux prédateurs les atours de ses divisions internes, de son défaut d'agilité et de pensée stratégique, mais aussi de son immense marché, pris dans des liens d'interdépendance avec la puissance financière américaine et la puissance commerciale chinoise. La clé de la prédation, pour cette dernière, est la technologie 5G.

Au risque de contredire son propre jugement sur les analogies (« Les analogies sont utiles quand elles aident à réfléchir, mais elles deviennent mortifères quand elles se transforment en prison conceptuelle »), l'auteur brandit le spectre d'un déclin de l'Europe comparable à celui de la Chine mise en coupe réglée par les prédateurs. Admettons donc qu'il force le trait pour sonner l'alarme, comme le fait l'ensemble de l'ouvrage, face aux menaces très réelles qui planent sur l'Europe.

Pierre Buhler

SCHISM: CHINA, AMERICA AND THE FRACTURING OF THE GLOBAL TRADING SYSTEM

Paul Blustein

Waterloo, The Centre for International Governance Innovation, 2019, 360 pages

Paul Blustein, ancien journaliste au *Washington Post* et au *Wall Street Journal*, publie un livre qui constitue une synthèse assez complète des relations commerciales sino-américaines et de l'évolution des négociations commerciales multilatérales depuis l'ouverture

de la Chine et son accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le lecteur trouvera dans cet ouvrage bon nombre de citations intéressantes et d'études de cas de litiges commerciaux. Il y suivra les péripéties de la politique commerciale américaine vis-à-vis de la Chine, mais aussi celles du système multilatéral.

Son analyse de la position des gouvernements successifs des États-Unis, de l'industrie et de l'opinion publique américaines face à la montée commerciale chinoise est assez convaincante et complète. Elle met en évidence la vision optimiste de nombreux officiels américains, quant aux effets de l'entrée de la Chine à l'OMC et de sa libéralisation commerciale sur le système sociopolitique chinois, et sur la pénétration du marché chinois par les firmes américaines, mue en position de plus en plus défensive à partir de la fin des années 2000. Paul Blustein montre comment les autorités américaines se rendent compte que le gouvernement chinois ne poursuit pas un programme de libéralisation visant à adopter le modèle de capitalisme prôné par Washington, mais développe des politiques industrielles et commerciales de type mercantiliste.

Schism est pourtant moins convaincant sur l'analyse de la stratégie chinoise et des causes structurelles de l'affrontement commercial sino-américain. L'opacité du système politique chinois ne permet pas à Blustein d'analyser les motivations de ses dirigeants avec autant de finesse que celles de leurs homologues américains, mais il accorde une importance arbitraire à la personnalité de ces dirigeants chinois dans l'évolution des orientations économiques et géopolitiques du pays, en exagérant parfois les différences entre Zhu Rongji, Hu Jintao et Xi Jinping.

Trop porté sur les péripéties des négociations commerciales, leurs acteurs et les litiges commerciaux au sein de l'OMC, l'ouvrage néglige les contraintes économiques d'une Chine encore en voie de rattrapage, et les effets globaux de l'industrialisation des grandes économies émergentes depuis les années 1990 sur les rapports de force au sein de la gouvernance globale, de l'OMC au Fonds monétaire international (FMI). Les inévitables conséquences géopolitiques de l'exceptionnelle croissance économique de la Chine ces quatre dernières décennies sont abordées de manière trop superficielle.

L'ouvrage pêche aussi par une approche partisane en faveur du libéralisme économique multilatéral. Blustein refuse de considérer qu'un État développementaliste puisse efficacement adopter des politiques industrielles et commerciales permettant un rattrapage industriel, technologique et militaire. En écartant d'emblée les arguments interventionnistes d'un Friedrich List ou d'un Paul Krugman, et en ne présentant pas les modèles des politiques industrielles japonaises ou coréennes dont s'inspirent en partie les dirigeants du Parti communiste chinois, il s'interdit d'analyser les éléments de continuité de la politique commerciale chinoise depuis quatre décennies, et sa confrontation inévitable avec les économies les plus avancées – les États-Unis en tête, mais aussi l'Union européenne et le Japon.

Jean-Christophe Defraigne

HISTOIRE

OTAGES. UNE HISTOIRE. DE L'ANTIQUITÉ À NOS JOURS

Gilles Ferragu

Paris, Gallimard, 2020, 544 pages

À l'origine, les otages étaient donnés ou échangés comme garants de la parole du souverain et étaient par conséquent des garants de la paix. L'otage originel n'est ainsi pas tant le produit d'une capture qu'un gage confié par une partie à une autre pour sceller un accord.

Dans ce livre, Gilles Ferragu explique que la prise d'otage est concomitante, voire consubstantielle, à la création des premiers États, comme si un souverain ne pouvait régner, ni régenter des relations avec ses pairs, s'il ne disposait du contrôle absolu sur le corps des personnes. On retrouve ainsi des otages dès l'âge de bronze en Égypte, dans l'antiquité hébraïque, chez les Assyriens, les Perses, les Carthaginois, les Gaulois, les Germains, et jusqu'aux royaumes chinois du VIII^e siècle avant notre ère... Avant que la diplomatie ne leur accorde l'immunité, les premiers « envoyés », ancêtres des ambassadeurs, jouaient aussi le rôle d'otages en puissance. On trouve la trace de ce rôle dans l'étymologie du mot, qui rappelle qu'il est un hôte – plus ou moins volontaire.

Au Moyen Âge, rien ne vaut un otage pour ouvrir une négociation ou garantir un traité. Il devient même un attribut de souveraineté. L'auteur décrit ainsi l'invention de la souveraineté par le prisme de la capacité à donner ou prendre des otages. Toutefois, au fur et à mesure que les relations entre États

vont se codifier, la place de l'otage change et son usage devient criminel, davantage lié à des guerres et donc à des crimes de guerre.

Gilles Ferragu revient par exemple sur l'usage des otages, notamment juifs, dans les régions occupées par l'armée nazie. Un usage où le crime est codifié de manière très administrative, pour décider de leur mort ou de leur libération contre rançon. La quatrième Convention de Genève (1949) prohibe la prise d'otage, mais n'empêchera pas l'usage de boucliers humains. Le terme connaît un succès médiatique avec l'invasion du Koweït, lorsque Saddam Hussein retient des milliers de ressortissants étrangers.

Alors que les historiens font remonter le terrorisme contemporain à la fin du XIX^e siècle, c'est en marge de la guerre froide que le terrorisme élargit sa palette d'actions pour y ajouter les prises d'otages. Les FARC colombiennes en feront notamment une industrie. En Europe, le procédé est introduit par les Brigades rouges, puis l'ETA. Au Moyen-Orient, les premières prises d'otages sont faites *via* des détournements d'avions, à la fin des années 1960, opérés par des groupes palestiniens. La révolution iranienne et la crise des otages de l'ambassade américaine en 1979 font entrer le mode opératoire dans le monde chiite. Des groupes terroristes de cette confession l'utiliseront largement lors de la guerre au Liban. Ils seront suivis par les groupes sunnites dès le début des années 2000.

Le livre dresse un tableau riche, mais qui aurait sans doute mérité d'être développé, notamment sur le dilemme auquel est confronté l'État dont des ressortissants ont été kidnappés par un groupe terroriste – la distinction étant quelque peu artificielle

entre pays occidentaux « qui paient » et d'autres « qui ne paient pas ». Il décrit en revanche très bien la stratégie menée par l'État islamique dans ses prises d'otages : affirmation de son statut d'« État » (d'où l'intérêt des développements sur l'otage comme attribut de souveraineté), mais aussi financement et propagande.

Nicolas Hénin

ÉCONOMIE

LE TRIOMPHE DE L'INJUSTICE. RICHESSE, ÉVASION FISCALE ET DÉMOCRATIE

Emmanuel Saez et Gabriel Zucman
Paris, Le Seuil, 2020, 304 pages

Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, professeurs d'économie à l'Université de Californie à Berkeley, donnent un aperçu de l'histoire fiscale des États-Unis et analysent le creusement des inégalités depuis l'ère Reagan, signalant ses effets dévastateurs sur la démocratie américaine.

Les deux premiers chapitres battent en brèche l'idée selon laquelle les États-Unis ont toujours été un pays à faible pression fiscale. L'un des éléments constitutifs du *New Deal* fut en effet la mise en place d'un système fiscal très progressif, destiné à réduire les inégalités et à instaurer *de facto* un revenu maximum. C'est ce système qui a été démantelé par les Républicains dans les années 1980, aboutissant à des écarts de revenus vertigineux.

Les statistiques présentées pour illustrer ce phénomène sont édifiantes. Par

exemple, en 1978, la moitié des Américains les plus pauvres captaient 20 % du revenu national contre seulement 12 % pour le centile supérieur. En 2018, ces proportions s'étaient inversées. La fiscalité a largement contribué à façonner cette tendance. Entre 1980 et 2018, le taux effectif d'imposition des 50 % les plus pauvres est resté stable, alors que celui des 400 Américains les plus riches a été divisé par deux, devenant même inférieur à celui des classes populaire et moyenne ! Cette évolution est le résultat de plusieurs facteurs : en premier lieu, les baisses successives des impôts sur le revenu et sur les sociétés. Mais le creusement des inégalités est aussi la conséquence de l'explosion de l'optimisation et de l'évasion fiscales à partir des années 1980, au moment où la pression fiscale ne cessait de diminuer. Cet argument fort d'Emmanuel Saez et Gabriel Zucman décrédibilise ainsi tous ceux qui proclament que s'il y a des paradis fiscaux, c'est simplement parce qu'il y a des « enfers fiscaux ».

Afin de combattre les inégalités et stopper la concurrence fiscale entre États développés, les auteurs avancent une longue liste de propositions. D'abord, chercher une coordination au niveau du G20 en vue d'harmoniser et d'appliquer un taux unique d'impôt sur les sociétés. Ensuite, instaurer un « impôt de rattrapage » pour récupérer le manque à gagner lié aux bénéfices d'entreprises et aux capitaux divers qui filent dans les paradis fiscaux. Il est suggéré que les pays à fiscalité élevée collectent les impôts dus aux États récalcitrants dans le but de les convaincre de se joindre au mouvement. Cette proposition, séduisante sur le papier, est cependant susceptible de fragiliser l'existence de nombreuses entreprises. Sont également préconisées la taxation des transactions financières avec les paradis fiscaux non coopératifs, la création d'une autorité anti-optimisation, l'instauration d'un impôt sur la fortune, et la fusion de

l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés – l'objectif étant qu'un dollar de salaire soit imposé au même taux qu'un dollar de bénéfice. Enfin, il est envisagé de créer un impôt sur le revenu national à taux unique pour remplacer les primes d'assurance que les classes populaire et moyenne versent pour leur couverture santé.

Cet ouvrage brille par sa rigueur, sa cohérence et sa clarté. Certaines de ses recommandations sont discutables, mais d'autres mériteraient d'être appliquées dès que possible.

Norbert Gaillard

SABOTAGE: THE BUSINESS OF FINANCE

Anastasia Nesvetailova
et Ronen Palan
New York, Allen Lane, 2020,
240 pages

Selon la théorie économique dominante, une entreprise ne peut faire des profits que de manière temporaire : la concurrence et l'innovation viendront réduire son avance. Sauf que, hors période de grande crise, la finance affiche des profits élevés, décennies après décennies. Comment est-ce possible ? La réponse, nous dit ce livre, tient à un concept inventé au début du XX^e siècle par un économiste institutionnaliste américain, Thorstein Veblen : le sabotage des marchés.

Le début de l'ouvrage nous familiarise avec les thèses développées par l'auteur notamment dans l'un de ses livres importants : *Absentee Ownership* (1923) – des idées qu'il a bâties à partir d'une analyse fine du comportement des entreprises. Parmi les grands patrons d'entreprise, on trouve des entrepreneurs innovants, mais c'est la minorité. La

majorité sont des hommes d'affaires, pour qui tous les moyens sont permis pour faire du profit : innover, se réorganiser, mais aussi faire obstruction à la concurrence, mentir, et jusqu'aux comportements illégaux. Et ce qui était vrai dans les années 1920 l'est encore dans la finance d'aujourd'hui.

Le livre est ainsi construit en trois parties qui vont démontrer, par une succession de cas concrets, comment les grands acteurs de la finance (banques, fonds d'investissement) organisent leurs pratiques de sabotage à trois niveaux : des clients, des concurrents, des États.

La bulle et la crise des *subprimes* représentent l'exemple parfait du sabotage des clients, à l'image d'un Goldman Sachs vendant des produits financiers toxiques tout en pariant sur l'effondrement de leurs prix. Le sabotage des concurrents est notamment illustré par le rôle de la Deutsche Bank dans l'effondrement de la banque islandaise Kaupthing, et le sabotage des États par les pratiques d'évitement fiscal des multinationales de la finance et par leurs ventes de services d'évitement fiscal à leurs clients. Ou bien encore, dans un autre registre, par le fait de devenir un établissement *too big to fail*, trop important, en cas de prises de risques excessives, pour que les États puissent les laisser faire faillite.

Les trois parties racontent, dans les termes de la technique du sabotage, des faits globalement déjà connus. Elles permettent néanmoins de comprendre que ces comportements ne sont pas le fait de quelques moutons noirs, mais bien le résultat de pratiques systémiques – et c'est tout l'intérêt du livre.

Étonnamment, les deux auteurs finissent par une attaque en règle des régulateurs bancaires lorsqu'ils visent la stabilité financière, une position sur

laquelle on ne les suivra pas. L'instabilité ne représente à leurs yeux que le symptôme des sabotages auxquels les régulateurs ne s'attaquent pas. Pourtant, on comprend à travers les nombreux cas analysés combien le sabotage nourrit toujours l'instabilité financière. Lutter contre celle-ci mobilise des outils qui mettent des bâtons dans les roues du sabotage. Savoir si ces outils sont les plus adaptés est une autre question.

Ce livre, écrit par deux spécialistes des dérives de la finance, n'en demeure pas moins passionnant : il propose un cadre analytique permettant de les comprendre à partir d'une approche institutionnaliste échappant à la naïveté politique de l'approche économique dominante. Du beau travail.

Christian Chavagneux

ÉNERGIE/CLIMAT

LE TIC-TAC DE L'HORLOGE CLIMATIQUE. UNE COURSE CONTRE LA MONTRE POUR LE CLIMAT

Christian de Perthuis
Louvain-la-Neuve, De Boeck
Supérieur, 2019, 336 pages

CLIMATS : PASSÉ, PRÉSENT, FUTUR

Marie-Antoinette Mélières
et Chloé Maréchal
Paris, Belin, 2020, 432 pages

Ces deux ouvrages ont pour point commun d'apporter un éclairage rigoureux, dense et documenté sur le

lien entre changement climatique et activités humaines. Bien qu'ils se rejoignent sur la nécessité d'accélérer la lutte contre le changement climatique, leurs démarches sont différentes. L'économiste Christian de Perthuis nous livre une analyse économique, sociale, historique et géopolitique de la question climatique. Marie-Antoinette Mélières et Chloé Maréchal, respectivement docteurs en physique et géochimie, nous proposent les bases scientifiques nécessaires pour comprendre le fonctionnement du climat et appréhender son changement en cours.

Les premiers chapitres de leur ouvrage décrivent le fonctionnement du climat à l'aide de nombreux schémas, équations et variables représentant des phénomènes souvent très complexes. Le cœur de l'ouvrage se situe dans les chapitres suivants. Plus accessibles, ils démontrent de manière scientifique que le climat moyen se réchauffe depuis les années 1970-1980, et que ce réchauffement est causé exclusivement par l'activité humaine. Cette évolution récente du climat est analysée à la lumière de ses évolutions passées. La conclusion est glaçante : le bouleversement actuel du climat « n'a pas son équivalent sur les dernières centaines de milliers d'années et selon toute vraisemblance sur les trois derniers millions d'années ». Les auteurs nous alertent ainsi sur les conséquences actuelles et futures du changement climatique, abordées en fin d'ouvrage. Face au constat scientifique alarmant, quelles mutations nos sociétés doivent-elles accomplir pour réduire leur impact sur le climat ? Comment opérer ces mutations ? Et à quel rythme ? C'est à ces questions que Christian de Perthuis propose de répondre.

Si Marie-Antoinette Mélières et Chloé Maréchal mettent en lumière le caractère inédit du bouleversement actuel du

climat, Christian de Perthuis insiste quant à lui sur le caractère inédit, par leur rapidité et leur rupture avec les tendances passées, des mutations à opérer dans nos modèles énergétiques et économiques pour éviter la catastrophe climatique. S'appuyant sur des analyses historiques, des constats documentés et des exemples efficaces, l'auteur décrit les deux principaux défis auxquels doivent répondre nos sociétés : réduire drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone dès 2070, et s'adapter aux impacts climatiques qui vont s'accroître dans les prochaines décennies. L'atteinte de la neutralité carbone repose sur deux jambes : une transition vers un système énergétique majoritairement renouvelable nécessitant une sortie rapide des fossiles, et une transition agro-écologique impliquant une réorganisation des ressources forestières et agricoles.

La dernière partie de l'ouvrage contraste avec la neutralité scientifique et idéologique de l'ouvrage *Climats : passé, présent et futur*, mais n'en est pas moins pertinente. Dans cette partie intitulée « Justice climatique », Christian de Perthuis identifie les leviers, notamment économiques, qui permettraient d'accélérer la transition bas-carbone en France et dans le monde. Tirant les leçons des Gilets jaunes, il définit les principes de justice que ces leviers doivent prendre en compte pour susciter l'adhésion du plus grand nombre, et identifie cette adhésion comme étant un prérequis incontournable à la réussite d'une transition juste et bas-carbone.

Aurore Colin

SÉCURITÉ/DÉFENSE

QUI RUSE GAGNE. UNE ANTHOLOGIE DE LA TROMPERIE GUERRIÈRE

Patrick Manificat

Paris, Histoire et Collections, 2020, 272 pages

Officier ayant servi dans plusieurs unités parachutistes et de forces spéciales, le général Manificat se penche ici sur les ruses de guerre. Soulignons d'abord l'intérêt de la démarche. Alors que les stratagèmes sont présents à toutes les époques et dans toutes les cultures, il existe finalement assez peu d'ouvrages récents en français sur le sujet. Parmi les rares exceptions, citons celui de Jean-Vincent Holeindre, *La Ruse et la Force*, paru en 2017, et qui a fait l'objet d'une recension dans *Politique étrangère*¹. Patrick Manificat propose un recueil de stratagèmes avec une ambition précise : participer au renouveau de l'usage de la ruse alors que les conflits pourraient être de plus en plus symétriques.

L'ouvrage s'articule en vingt courts chapitres qui présentent à chaque fois un volet des ruses de guerre. On y retrouve des développements sur le camouflage, la simulation, la diversion, la perfidie, le trucage, le brouillage et l'intrusion, les pièges, la guerre psychologique, la propagande, l'influence, la *maskirovka* (l'art russe des opérations de déception), etc. Des exemples nombreux et extrêmement variés sont présentés de façon claire et synthétique. La plupart sont des « classiques » comme le cheval de

Troie ; le camouflage *razzle dazzle* de certains navires pendant la Grande Guerre afin de compliquer l'estimation de leur direction et de leur cap par les sous-marins ; les leurres de chars russes et allemands pendant la Seconde Guerre mondiale ; l'opération Fortitude, une des opérations de *deception* autour du débarquement de Normandie en 1944 ; ou encore l'utilisation de la cyber-propagande par Daech. Ce large éventail des possibles, puisé à de très nombreuses sources, donne une lecture stimulante et représentative de la multiplicité de voies envisageables pour tromper un adversaire. Dans ce domaine aussi, il n'y a de limites qu'à l'imagination.

Bénéficiant d'une illustration abondante et particulièrement bien sélectionnée, ce livre souffre néanmoins de quelques défauts. Tout d'abord, l'auteur adopte une acception très large de la ruse qui l'amène par exemple à aborder la question de la désinformation autour du génocide au Rwanda. On relèvera également quelques imprécisions. L'ouvrage présente notamment les *quaker guns* de la guerre de Sécession – des rondins de bois simulant des pièces d'artillerie – comme une ruse des Confédérés, alors qu'elle est largement partagée par les deux camps. Il affirme également que Clausewitz n'a « jamais recours » à la ruse. Ce dernier la considère effectivement comme un expédient, une qualité rare, produit de la chance et du génie que sa faible occurrence empêche de considérer comme une aptitude essentielle du stratège. Néanmoins, et même si pour Clausewitz dans les affrontements de masse c'est la force qui fait la différence, il ne rejette pas entièrement la ruse. Autre source d'imprécision : les références citées sont souvent incomplètes.

Avec ce livre, Patrick Manificat offre cependant aux praticiens de la tactique

1. Retrouvez la recension de cet ouvrage dans le n° 2/2017 de *Politique étrangère*, p. 199-200.

une bibliothèque mentale de ruses dont ils pourront s'inspirer à loisir. Les traités de stratagèmes des Anciens avaient le même but. La lecture de cet essai peut aussi être utile à l'amateur d'histoire militaire cherchant à s'initier aux ruses de guerre.

Rémy Hémez

WAR IN SPACE: STRATEGY, SPACEPOWER, GEOPOLITICS

Bleddyn E. Bowen
Édimbourg, Edinburgh University
Press, 2020, 288 pages

Alors que l'espace apparaît comme un nouveau milieu à part entière de conduite des relations internationales, la notion de « puissance spatiale » (*spacepower*) fait son retour sur le devant de la scène. Une question demeure pourtant ouverte, articulée en son temps par le stratégiste américano-britannique bien connu Colin Gray et élevée par la littérature sur le sujet au rang de lieu commun : « Où se trouve la théorie de la puissance spatiale ? Où se trouve le Mahan de la nouvelle frontière ? »

De ce point de vue, le travail doctoral de Bleddyn Bowen, maître de conférences en relations internationales à l'université de Leicester, frappe tout d'abord par son audace. La démarche consiste en effet à proposer, sous forme de réponse assumée et provocatrice, une théorie originale de la puissance spatiale basée sur une analogie stratégique de l'orbite terrestre vue comme un « littoral cosmique » à la fois proche, congestionné et contesté, et de fait utilisé prioritairement pour satisfaire les objectifs et les besoins de la Terre. Cette

vision – dont le mérite est aussi de rappeler une évidence : les « puissances spatiales » actuelles sont d'abord et avant tout des puissances terrestres – délaisse les références habituelles mais d'intérêt limité à l'école de la *blue water*, qui accorde la primauté à la lutte sur la mer pour lui préférer celles issues des expériences jugées plus heuristiques des pays à dominante continentale, vues en particulier à travers les travaux de Raoul Castex. Pour l'auteur, qui n'hésite pas à paraphraser Clausewitz : la « guerre spatiale est la continuation de la politique terrestre par d'autres moyens »...

En faisant preuve de conviction, Bowen démontre une deuxième grande qualité, celle qui consiste à défendre une thèse forte, par ailleurs étayée empiriquement et testée de manière bienvenue dans le cadre d'un scénario de conflit sino-américain au-dessus de Taïwan. L'auteur discute sept propositions, jouant sur la distinction entre les modèles « océanique » et « littoral » : la guerre spatiale répond à la nécessité de maîtrise de l'espace ; la puissance spatiale est de nature infrastructurelle, et ne peut être appréhendée isolément de la Terre ; la maîtrise de l'espace ne garantit pas la maîtrise de la Terre ; la maîtrise de l'espace s'appuie sur la manipulation des lignes de communications célestes ; l'orbite terrestre est un théâtre secondaire adapté aux manœuvres stratégiques en appui à la Terre ; la culture de la puissance spatiale est essentiellement géocentrique ; enfin, la puissance spatiale favorise et renforce la tendance séculaire à la dispersion.

Il est des ouvrages qui font date. *War in Space* en fait résolument partie, abstraction faite des quelques défauts que l'on pourra lui prêter (notamment le caractère anglo-saxon de la démonstration et

de l'érudition mobilisée, en dépit, paradoxalement, d'un cadre théorique plus ouvert). En participant à une meilleure compréhension des interactions entre la Terre et l'espace, domaine jusqu'ici sous-théorisé, l'auteur fait œuvre doublement utile : non seulement il s'inscrit avec talent et pédagogie en porte-à-faux vis-à-vis d'un certain nombre de fantasmes et idées simplistes sur le « contrôle de l'espace », mais l'entreprise critique qu'il conduit n'est pas exclusive d'une démarche de reconstruction à la fois collective, cumulative et scientifique. Gageons que d'autres sauront prendre le relais.

Guilhem Penent

ASSASSINATS CIBLÉS. CRITIQUE DU LIBÉRALISME ARMÉ

Amélie Férey
Paris, CNRS Éditions, 2020,
368 pages

Si le fait d'abattre un ennemi n'est pas nouveau, la conduite de la guerre au **xxi^e** siècle a vu l'émergence de tactiques visant à l'éliminer avant même qu'il n'attaque. Ces opérations d'assassinats ciblés ne sont toutefois pas respectueuses du cadre légal international. Pourquoi une pratique considérée comme illégale a-t-elle été adoptée par des États censés placer le respect du droit international au cœur de leur politique étrangère ? C'est cette énigme que s'attache à résoudre Amélie Férey, chercheuse en science politique au Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), dans cet ouvrage issu des recherches et des enquêtes de terrain menées pour sa thèse de doctorat.

Initialement très controversés, les assassinats ciblés sont devenus une pratique

courante dans un paysage stratégique contemporain marqué par l'avènement de la « guerre contre le terrorisme ». Ainsi François Hollande a-t-il reconnu que la France avait mené des opérations « homo » (pour homicide) au cours de son mandat contre des chefs djihadistes. En 2019, l'armée française s'est en outre dotée de drones armés, très prisés pour les opérations de *targeted killing*.

Pour comprendre la manière dont les démocraties sont parvenues à faire accepter ce *droit* de tuer, l'auteur examine les arguments mobilisés par les gouvernements américains et israéliens – qui en sont les figures de proue – depuis le début des années 2000. La légitimation de ces frappes, explique-t-elle, est symptomatique d'un changement dans l'art de la guerre et fait intervenir quatre aspects de la légitimité : les aspects traditionnel, formel, conséquentialiste et substantiel. Une violence politique serait légitime à condition qu'elle respecte la tradition guerrière, qu'elle n'aille pas à l'encontre des régulations légales, qu'elle permette d'obtenir des résultats satisfaisants, et qu'elle puisse faire l'objet de contrôles, en particulier démocratiques. Les régimes libéraux que sont Israël et les États-Unis s'autorisent donc à perpétrer des assassinats ciblés parce qu'ils estiment que ceux-ci sont conformes au droit (c'est-à-dire qu'ils sont légaux), qu'ils engendrent un bien-être général supérieur au coût humain qui les accompagne (qu'ils sont par conséquent utiles), et qu'ils peuvent se justifier moralement (ils sont dès lors considérés comme moraux).

Comme le souligne Frédéric Gros dans sa préface, l'intérêt de cet ouvrage tient aussi à ce que l'auteur, sans condamner les assassinats ciblés, fragilise les argumentations visant à les légitimer. Ce faisant, elle aide le lecteur à se repérer dans

les grands débats qui entourent cette pratique. Tient-elle de la frappe punitive ou de la guerre préventive ? A-t-elle un rôle dissuasif et lutte-t-elle efficacement contre la menace terroriste ? Cette analyse, si elle se fonde sur les cas américain et israélien, est aussi intéressante pour saisir les ambivalences de la position française sur le sujet.

Alors que l'exécution par un drone américain du général iranien Qassam Soleimani en janvier 2020 a donné lieu à de vifs débats, cet ouvrage apparaîtra essentiel à tous ceux qui veulent comprendre les procédés par lesquels certains États s'autorisent à « éliminer l'ennemi avant qu'il ne nuise ». Il éclaire les évolutions et les reformulations de la violence légitime en démocratie libérale, à l'aune de la « guerre contre le terrorisme ».

Laure de Rochegonde

TECHNOLOGIES NOUVELLES

HUMAN COMPATIBLE: AI AND THE PROBLEM OF CONTROL

Stuart Russell
New York, Viking, 2019, 352 pages

La principale question posée par *Human Compatible* est de savoir comment les hommes pourraient garder le contrôle sur une super Intelligence artificielle (IA), c'est-à-dire sur une machine possédant un niveau d'intelligence supérieur aux êtres humains les plus brillants, pour éviter qu'elle ne provoque les pires désastres. L'enquête menée sert également de prétexte pour présenter des

réflexions plus générales sur l'Intelligence artificielle.

Stuart Russell est une personnalité reconnue dans le monde de l'IA. Professeur de sciences informatiques à l'université de Berkeley, il a déjà publié *Artificial Intelligence: A Modern Approach*, qui constitue un des principaux livres de référence sur l'IA, et qui en est à sa quatrième édition depuis sa sortie de 1995.

Dans son nouveau livre, Stuart Russell s'étonne du manque d'intérêt général sur l'émergence possible d'une super IA. Après tout, écrit-il, si nous détectons un grand astéroïde dont la trajectoire croiserait celle de la Terre en 2069, nous ne nous demanderions pas s'il serait prématuré de s'en inquiéter. Or l'éclosion d'une super intelligence est envisageable, selon l'auteur, dans des délais qui pourraient être bien plus proches qu'on ne croit. Alors, que faire ?

Pour répondre à cette question, l'auteur décompose son livre en trois parties. Les premiers chapitres décrivent l'histoire de l'IA et proposent quelques réflexions sur son évolution future. Les capacités et les limites des systèmes actuels sont notamment décrites.

La deuxième partie traite des problèmes qui apparaissent dès lors qu'une machine dispose d'une part d'« intelligence ». Le quatrième chapitre est notamment consacré aux risques qui se dessinent avec l'importance toujours plus grande prise par les machines dans des domaines aussi variés que la surveillance, les armes automatisées ou le monde du travail.

La troisième et dernière partie propose des solutions originales pour imaginer

un fonctionnement favorable et vertueux d'une super IA pour les hommes. Se fondant sur les principes de l'utilitarisme, Russell affirme que le seul but d'une IA doit être de maximiser la réalisation des préférences humaines. Elle doit cependant ignorer la nature de ces préférences et observer le comportement des hommes pour s'en inspirer et fixer son modèle. La machine dépendra ainsi étroitement des êtres humains pour son fonctionnement.

Ce livre suscite quelques interrogations. Les arguments justifiant l'émergence de la super IA manquent parfois de force. Le problème de la conscience des machines est par ailleurs mis de côté, l'auteur soulignant l'ignorance générale sur ce sujet, puis clôturant brutalement la discussion. Certains pourront enfin préférer privilégier la transparence ou la surveillance des programmes informatiques pour réduire l'autonomie des machines, plutôt qu'une pensée utilitariste, qui peut manquer de convaincre des experts peu sensibles à ses préceptes.

Il n'en reste pas moins que l'ouvrage de Stuart Russell est passionnant. Sa lecture stimulera sans nul doute ses lecteurs, qu'ils évoluent dans le secteur de l'IA ou qu'ils en découvrent seulement les fondements.

Jean-Christophe Noël

THE REALITY GAME: HOW THE NEXT WAVE OF TECHNOLOGY WILL BREAK THE TRUTH

Samuel Woolley

New York, PublicAffairs, 2020,
272 pages

Les études sur la propagande et la désinformation sont traversées de nombreux chausse-trappes et néologismes. Dans *The Reality Game*, il n'est pas question de *fake news* ; pour l'auteur, l'expression, ultra-malléable, serait devenue un outil de diffusion massive des fausses informations elles-mêmes. Dans la foulée de travaux récents, Samuel Woolley, à la fois universitaire et *think tanker*, privilégie le terme de *computational propaganda*, qu'il estime refléter plus fidèlement les mutations technologiques en cours. Celle-ci consiste en la combinaison des usages des réseaux sociaux, des métadonnées (*big data*) et d'algorithmes d'Intelligence artificielle (IA) dans l'objectif de manipuler l'opinion publique.

Les illustrations abondent : recourir aux réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.) pour attaquer anonymement des journalistes et les dissuader dans leurs enquêtes ; utiliser des serveurs vocaux interactifs imitant la voix humaine pour appeler simultanément des milliers d'électeurs et les désinformer ; utiliser l'IA et les *bots* pour fausser la communication humaine dans le but de piéger les algorithmes qui gèrent les nouvelles sur les moteurs de recherche et les réseaux sociaux en priorisant certaines par rapport à d'autres. L'idée derrière la *computational propaganda* est bien de permettre une propagande et une désinformation très personnalisées, tous azimuts, et difficilement maîtrisables pour la victime.

La propagande computationnelle a de nombreux effets bien réels, parfois physiques. Si Samuel Woolley livre des exemples concrets – l’affaire Jamal Khashoggi, les attentats du marathon de Boston en 2013 –, il souligne surtout la dérive technologique de la propagande et de la désinformation à l’ère du tout-numérique. Les vidéos *deepfake*, qui manipulent la réalité, deviennent de plus en plus crédibles grâce aux outils d’IA, créant un espace d’expression pour de nouveaux types de désinformation – peu coûteux – et présentant un risque élevé d’escalade, notamment dans des contextes électoraux.

Ces outils contribuent à élargir le cercle des acteurs pouvant influencer directement les opinions publiques, voire la prise de décision politique. La désinformation et la subversion « augmentées » à l’IA, moins statiques car diluant plus habilement qu’auparavant l’authentique dans la confusion, renouvelleront, selon l’auteur, les pratiques de guerre informationnelle.

Une autre difficulté majeure tient à l’alignement *de facto* des intérêts des principaux acteurs de l’« économie de l’attention » (les GAFAM), et de ceux produisant de la désinformation politique. Pour les États, l’un des défis consiste à agir sur le terrain politique en ne laissant pas aux grandes plates-formes le monopole de l’initiative technologique. Woolley n’élude pas la responsabilité des acteurs privés – dont YouTube, souvent « oublié » dans les débats –, qui préfèrent souvent se défausser derrière les promesses de l’IA pour éradiquer désinformation et propagande, au détriment de la prise en compte d’autres facteurs (conditions de travail et formation des modérateurs de ces plates-formes, interrogation sur le

profil des consommateurs de la propagande computationnelle, etc.).

Enfin, un des messages de l’ouvrage – nous vivons à une époque où la quête pour contrôler la réalité devient ludique – aurait mérité d’être davantage approfondi, ce que l’auteur fera certainement dans de prochains travaux.

Julien Nocetti

MINDFUCK. LE COMLOT CAMBRIDGE ANALYTICA POUR S’EMPARER DE NOS CERVEAUX

Christopher Wylie

Paris, Grasset, 2020, 512 pages

Mindfuck de Christopher Wylie a fait l’effet d’une bombe médiatique lors de sa parution en anglais en 2019 ; il fait aujourd’hui l’objet d’une traduction en français. Lanceur d’alerte de nationalité canadienne, l’auteur décrit de l’intérieur la machine Cambridge Analytica qui a plongé le géant du numérique Facebook dans un scandale retentissant. Informaticien de génie, personnalité riche et volontiers anticonformiste, Christopher Wylie explique dans un ouvrage documenté, au style spontané, comment les techniques de marketing digital les plus agressives et intrusives ont envahi l’espace politique contemporain, et biaisé le processus démocratique en vue de conquérir sans vergogne le pouvoir.

Cambridge Analytica est une société londonienne cofondée en 2013 par Alastair MacWillson, probable officier de renseignement du Secret Intelligence Service ayant servi en qualité de diplomate au Foreign Office. Spécialisée dans l’exploration et l’analyse des données

numériques, cette société était une filiale de l'entreprise de marketing politique Strategic Communications Laboratories Group (SCL), engagée notamment au profit des forces britanniques et américaines en Afghanistan et en Irak. Soutenue par les courants conservateurs britanniques et américains, Cambridge Analytica avait pour raison d'être d'analyser les audiences sur Facebook et d'influencer les comportements des électeurs. Cette société a notamment eu pour mission de peser sur les élections américaines au Congrès en 2014, sur le référendum britannique relatif à la sortie de l'Union européenne, et sur l'élection présidentielle américaine en 2016.

Pour ce faire, elle a perverti les systèmes de traitement de données des GAFAs (Google, Amazon, Facebook, Apple), créés à l'origine pour vendre des espaces publicitaires et faire fonctionner leur modèle économique : pour Cambridge Analytica le vote démocratique s'apparente à un achat d'impulsion.

Par son témoignage, Christopher Wylie éveille les consciences sur la face cachée des réseaux sociaux qui, derrière des interfaces toujours plus conviviales et des fonctionnalités attractives, agrègent, traitent et stockent en temps réel des quantités considérables de données personnelles provenant de leurs utilisateurs. Or ces données, qui valent de l'or, permettent de connaître, à un niveau vertigineux de détails, les comportements, goûts, humeurs et opinions des internautes. Ce qui fait dire à Christopher Wylie, à la suite du chercheur Michal Kosinski, que les réseaux sociaux connaissent souvent bien mieux leurs utilisateurs que leur entourage le plus proche.

Ce livre permet de mieux comprendre, par l'exemple, le rôle central de la

donnée personnelle dans l'économie numérique, et la façon dont elle peut être détournée à des fins politiques. *Mindfuck* illustre à merveille ce que l'Américaine Shoshana Zuboff, professeur émérite à la Harvard Business School, théorise dans *L'Âge du capitalisme de surveillance*¹ paru aux États-Unis en 2019 et publié en français au mois d'octobre 2020 : une économie intrusive qui va à l'encontre des libertés individuelles fondamentales.

Jean-Baptiste Florant

EUROPE

LA RDA APRÈS LA RDA. DES ALLEMANDS DE L'EST RACONTENT

Agnès Arp
et Éliisa Goudin-Steinmann
Paris, Nouveau Monde, 2020,
408 pages

La question centrale posée par Agnès Arp et Éliisa Goudin-Steinmann est contenue dans le titre de leur ouvrage : en quoi la République démocratique allemande (RDA) continue-t-elle d'avoir une influence sur la société allemande, même après sa disparition, y compris sur les générations qui ne l'ont que très peu, voire pas, connue ?

Pour les auteurs, ce qui fait aujourd'hui l'expérience d'être « Allemand de l'Est » est peut-être davantage ce qui s'est passé après la chute du Mur que

1. Retrouvez la recension de cet ouvrage dans le n° 3/2019 de *Politique étrangère*, p. 168-170.

durant les quarante années d'existence de la RDA : la délégitimation d'une histoire écrite par l'Ouest et les « vainqueurs de l'histoire ». L'objectif de cette écriture biaisée de la RDA après 1989-1990, centrée sur l'omniprésence de la Stasi, sur la domination politique du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), ou sur l'assujettissement à l'URSS, était de renforcer la démocratie dans les « nouveaux Länder ». Mais ceci a, au contraire, conduit à une exclusion des citoyens de l'ex-RDA, de leur vécu et de leurs parcours personnels.

Depuis une dizaine d'années, la recherche scientifique tend à évoluer – les deux chercheuses font d'ailleurs un bilan de ces évolutions historiographiques, dans lesquelles elles s'insèrent, dans la quatrième partie de l'ouvrage (« Dédiabolisation ? La RDA dans la recherche scientifique »). On cherche désormais à s'intéresser aux gens « ordinaires », et à une histoire orale de la RDA.

L'originalité de l'ouvrage tient aux entretiens biographiques avec 19 citoyens de l'ex-RDA. Il s'agit de citoyens qui n'étaient ni dans l'opposition militante, ni dans le soutien actif – à l'exception d'un seul fonctionnaire du régime. Ils se trouvaient dans l'entre-deux, où l'on donne le change tout en étant critique envers l'emprise du politique sur le quotidien, en conservant l'*Eigensinn*, le quant à soi, défini par l'historien Alf Lüdcke, la possibilité de s'arranger avec les opportunités qui s'ouvrent.

Il s'agit ici non de généraliser à partir d'un panel réduit, mais de redonner la voix à ces citoyens de l'ex-RDA, issus de milieux intellectuels et sociaux très différents, mais aussi de trois générations différentes. Celle des « pères fondateurs », qui ont vécu le traumatisme

du nazisme et fait le choix volontaire de s'installer en RDA, en se sentant une responsabilité face à l'histoire. Celle du *baby-boom*, les « nés-dedans » (*Hineingeborenen*), pour qui 1989 a signifié des temps difficiles : ils n'ont connu que la RDA et ont eu des difficultés à se réinventer. Enfin celle des *Wendekinder*, nés autour des années 1970, trop jeunes pour avoir eu des choix difficiles à faire, et qui n'ont connu la RDA que dans l'enfance.

Par leur démarche mêlant témoignage et analyse, Agnès Arp et Élixa Goudin-Steinmann cherchent à montrer en quoi les mémoires des citoyens divergent autant des discours médiatiques. Les principaux témoignages aboutissent à un constat similaire : celui d'une vie qualifiée de « normale », d'autant plus qu'elle est révélée en creux par les ruptures biographiques après 1989-1990. Si nul ne regrette la période du Mur, les témoins insistent sur des aspects essentiels de leur existence : l'absence de chômage, le système de santé, l'indépendance économique des femmes, les loyers dérisoires.

Pour améliorer la compréhension du moment 1989-1990 comme situation historique, il est intéressant de prendre en compte ces discours des citoyens eux-mêmes, révélateurs des impensés de la réunification et de leur prix politique.

Paul Maurice

FRANKEICH UND DEUTSCHLAND. YIN UND YANG DER EU-REFORM?

Joachim Lange
et Henrik Uterwedde (dir.)
Baden-Baden, Nomos Verlag,
2019, 200 pages

Le 18 mai 2020, le gouvernement allemand provoquait une surprise générale

en annonçant avec son partenaire français un plan de relance de 500 milliards d'euros, empruntés par l'Union européenne (UE). Avec cette initiative, partiellement diluée au Conseil européen du mois de juillet, l'Allemagne acceptait le principe d'une mutualisation des dettes européennes – même si elle soulignait par la suite qu'il s'agissait d'une mesure exceptionnelle rendue nécessaire par le contexte de la crise sanitaire et la crise économique qu'elle a déclenchée. Pourtant, s'il s'agit bien d'un véritable tournant dans la politique allemande en matière de gouvernance de la zone euro, il ne s'explique évidemment pas par la seule crise sanitaire.

Pour comprendre le cheminement du gouvernement fédéral, mais aussi le rapprochement, lent mais constant des positions françaises et allemandes depuis le sommet de Meseberg de juin 2018, l'ouvrage de Joachim Lange et de Henrik Uterwedde tombe à point nommé. Réunissant les analyses croisées de neuf économistes allemands et français, il analyse la politique économique des deux pays sous l'angle de l'évolution de la zone euro depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, en trois parties : les propositions de réformes économiques de Macron et les réponses allemandes ; Paris et Berlin face à la zone euro dix ans après la crise de la dette souveraine ; au-delà d'Emmanuel Macron : les réformes dont la zone euro a besoin.

Il ressort de ce plan que les différences structurelles entre les politiques et les performances économiques des deux pays forment certes le cadre général dans lequel évolue l'économie de l'UE dans son ensemble, mais que ces différences, qui s'accroissent, menacent dans le même temps les fondements du marché unique, et donc de la zone euro.

Cet avertissement ressort clairement des contributions de Henrik Uterwedde, Rémy Lallement et Martin Hallet, qui passent chacun à la loupe, et donc avec une précision chirurgicale fort peu complaisante, l'évolution économique de nos deux pays.

S'ils critiquent les aléas des politiques de réforme économique en France, et notamment les concessions faites à ceux qui y résistent, les auteurs se montrent tout aussi sévères à l'égard des postulats ordo-libéraux allemands. Michael Thöne revendique ainsi une programmation financière plus audacieuse dans le cadre l'UE, tandis que Christian Kastrop, Frédéric Petit et Birgit Honé réclament des réformes plus ambitieuses, qu'ils détaillent dans leurs analyses.

L'ouvrage mérite clairement une traduction en français, qui pourrait aller de pair avec une actualisation tenant compte des événements de 2020. Il en ressort que les économistes allemands sont conscients des risques que le décrochage économique et les divergences idéologiques entre les 19 (et surtout entre Paris et Berlin) font peser sur le projet européen. En témoignent le retournement allemand face au financement de l'UE, mais aussi les prises d'initiative d'Ursula Von der Leyen. Cet ouvrage, en conclusion, permet de comprendre un changement de paradigme.

Hans Stark

ÉTATS-UNIS

COMMENT TRUMP A-T-IL CHANGÉ LE MONDE ?

Charles-Philippe David
et Élisabeth Vallet
Paris, CNRS Éditions, 2020,
144 pages

Donald Trump a changé le regard des États-Unis sur eux-mêmes, et celui du monde sur les États-Unis : en ce sens, il y aura bien un avant et un après-Trump. Mais a-t-il créé un monde neuf, radicalement réorienté la stratégie américaine et, compte tenu du poids des États-Unis, l'ensemble des relations internationales ?

La litanie des décisions de Trump prenant le contre-pied de ses prédécesseurs et contredisant la représentation occidentale du monde post-bipolaire – le fameux « ordre international libéral » dont les années 1990 auraient représenté l'acmé – est connue : contestation tous azimuts des procédures et institutions multilatérales, mise en cause des règles commerciales internationales, abandon du discours du leadership moral au profit de l'*America First*, réarmement, promotion de la fermeture des frontières, minage de l'alliance occidentale, bienveillance pour les populismes de toutes natures, mise en cause, en interne, des règles de la démocratie américaine... Le passage de la *New Frontier* kennedienne au mur mexicain est rude : d'une vision de frontière ouverte à dépasser, à celle d'une clôture imposée à soi-même comme illusoire sauvegarde.

Si le bilan de la présidence Trump est hélas aisé à dresser, son sens et son

poids historiques sont moins clairs. Trump représente-t-il une rupture radicale, ou l'interprétation bruyante, hystérique, de tendances de fond ouvertes avec le siècle ? Trump est-il un révolutionnaire, ou l'interprète mal élevé d'une Amérique qui découvre qu'elle ne peut plus jouer à l'omnipotence, que l'Occident n'a plus le monopole économique du monde, que ses armes ne dominent plus les rapports de force d'une scène internationale éclatée ?

L'essai de Charles-Philippe David et Élisabeth Vallet semble privilégier l'idée que l'accumulation des décisions et foudrues de Trump constitue bien une rupture avec une évolution déjà entamée par George W. Bush, ou même Barack Obama. Il permet aussi de s'orienter dans les grands débats stratégiques d'outre-Atlantique – avec une remarquable batterie de références à la littérature nord-américaine – : entre les avocats de la stratégie concurrentielle, de l'équilibrage collectif, de la stratégie hégémonique libérale, du repli...

Les auteurs concluent à juste titre qu'une réorientation majeure des grands choix américains sera difficile, même après une présidentielle ayant fait justice de Trump. Ce qui est à l'œuvre, en effet, c'est un véritable changement de monde : sans doute la déconstruction d'un système que l'idéologie occidentale nommait « ordre international libéral », rêvant d'une universalité qui n'a jamais existé. Donald J. Trump est l'un des visages du nouveau monde...

Une Amérique plus prévisible, plus démocrate, plus aimable avec ses alliés, serait certes plus rassurante. Mais suffirait-elle à garantir l'ordre d'un monde qui, globalement, cherche à s'affranchir d'elle ? Faut-il regretter – et chercher à

restaurer – un ordre occidental sous hégémonie américaine qui appartient sans doute à l'histoire, ou inventer de nouveaux modes de stabilisation pour une scène internationale qui demeurera longtemps écartelée entre puissances qui se cherchent ? Nous aimons l'Amérique « bienveillante », mais les puissances peuvent-elles être bienveillantes quand leur système de domination s'érode ?

Dominique David

ASIE

L'INDE SELON MODI

Shashi Tharoor

Paris, Buchet Chastel, 2020,

272 pages

Écrivain prolifique et homme politique médiatique, Shashi Tharoor incarne la figure de l'intellectuel indien cosmopolite et libéral, tant décrié par les tenants de l'*hindutva* (la droite nationaliste hindoue) actuellement au pouvoir avec le parti BJP (Bharatiya Janata Party – Parti du peuple indien).

L'ouvrage ici présenté est une traduction extraite de *The Paradoxical Prime Minister: Narendra Modi and His India*, paru en 2018 et d'abord destiné à un public indien dans la perspective des législatives de 2019 (gagnées par le BJP avec une majorité renforcée). Comme il le clarifie d'emblée en préambule de la version française, Tharoor ne prétend pas être un « observateur impartial », et l'essentiel de son propos consiste à

dénoncer les échecs et errements du premier gouvernement Modi.

À ce titre, les pages consacrées à Modi et au concept de « Moditva » sont particulièrement intéressantes. L'auteur note certes que Modi « est indéniablement un produit [...] du mouvement *hindutva* ». Mais il suggère aussi que Modi a, à son tour, produit un nouveau type d'*hindutva*, en l'occurrence « empreint d'un culte de la personnalité jusqu'ici étranger à cette idéologie ». Cette hybridation de l'idéologie de l'*hindutva* et des pratiques et convictions propres à Modi débouche sur le « Moditva », c'est-à-dire « une combinaison d'*hindutva*, de nationalisme, de développement économique et de personnalisation du pouvoir à outrance ». Tharoor reconnaît la grande efficacité de ce « Moditva », « soigneusement emballé et présenté, avec une attention particulière portée à la diffusion (à grands frais) de son message auprès du public ».

Au-delà de Modi, Tharoor relève les échecs patents de son premier gouvernement, dont la démonétisation de la fin 2016. Il s'inquiète aussi du travail de sape contre l'indépendance des institutions, de la marginalisation des minorités et du harcèlement des opposants, ainsi que de « l'exaltation des sentiments patriotiques associée à l'identification du parti au pouvoir avec la nation ». Il s'insurge contre la vision étriquée que les militants de l'*hindutva* ont de la culture et de l'histoire indiennes, et contre l'ordre moral et la tradition patriarcale dont ils sont porteurs. Il se désole, enfin et surtout, de leur incompétence : « De tous les maux infligés à l'Inde par le BJP (la liste est longue), le plus déroutant est sans doute l'ignorance atavique de ses dirigeants. »

Accompagné d'un utile appareil de notes pour ceux qui sont peu familiers du contexte indien, cet ouvrage constitue un intéressant témoignage d'un homme politique qui se définit comme « Indien progressiste » et ardent défenseur du pluralisme tel que promu par les pères fondateurs, notamment par Jawaharlal Nehru. Il est d'ailleurs instructif de noter l'expérience de Tharoor lorsqu'il évoque la violence des attaques que la « cyber-milice » du BJP inflige aux opposants politiques : « Étant moi-même régulièrement victime de ces attaques, je sais combien il est mortifère d'ouvrir son mur Facebook et de se retrouver submergé par un flot de commentaires haineux. »

Tharoor dénonce en somme, et souvent avec raison, les errements du premier gouvernement Modi, tout en admettant que ceux-ci n'entament pas la popularité du Premier ministre. On regrettera néanmoins qu'il ne donne pas d'éclaircissements sur les difficultés que traverse son propre parti (le Congrès national indien), et sur ses chances de retrouver dynamisme et écho auprès des électeurs.

Isabelle Saint-Mézard

MONGOLIA'S FOREIGN POLICY: NAVIGATING A CHANGING WORLD

Alicia Campi
Boulder, Colorado, Lynne Rienner,
2019, 352 pages

Cet ouvrage a l'intérêt d'offrir une vision exhaustive des actions de politique étrangère mises en œuvre par la Mongolie après la révolution démocratique de l'hiver 1989-1990. Cette révolution fait office de charnière. Elle a vu le

pays passer du socialisme à la démocratie et à l'économie de marché. Elle a *in fine* permis aux autorités locales de rompre avec l'alignement sur les positions soviétiques qui a caractérisé la diplomatie mongole pendant l'essentiel du XX^e siècle. Cette révolution a ouvert la voie à la mise en œuvre d'une politique étrangère autonome, affirmant l'indépendance et la souveraineté de la Mongolie dans un contexte marqué par son enclavement géographique entre la Chine et la Russie.

L'auteur présente la stratégie mongole d'intégration régionale ainsi que les relations nouées par le pays avec ses partenaires. À cet égard, la réflexion développée sur la politique mongole de *soft power* constitue une contribution originale, qui mérite d'être saluée. L'ouvrage éclaire également le glissement sémantique connu par le concept de « troisième voisin », pierre angulaire de la stratégie internationale de diversification des partenaires de la Mongolie, et qui a conduit les autorités à élargir son champ d'application. Il met ainsi en lumière une diplomatie mongole proactive, qui entend répondre à un monde en évolution rapide. Alicia Campi propose un concept pour résumer cette stratégie flexible et opportuniste : la « stratégie du loup ». Cette pratique résulterait selon elle d'une mentalité nationale profondément marquée par le pastoralisme nomade, mode de vie qui est encore celui de près d'un tiers de la population en Mongolie.

Si l'ouvrage offre une vision exhaustive des initiatives mises en œuvre par les autorités mongoles en matière de politique étrangère, celle-ci aurait mérité d'être complétée par une étude des conditions d'élaboration de cette dernière. Cette absence laisse à penser que la politique étrangère mongole résulte

d'un acteur unitaire et rationnel, l'État, escamotant les débats et tensions que suscite la formulation de cette politique dans le champ politique local. Une analyse des controverses générées par le projet de statut de neutralité permanente, ou la position mongole dans l'Organisation de coopération de Shanghai aurait permis d'illustrer utilement ce point.

L'auteur choisit explicitement de ne pas aborder les évolutions politiques internes, mais ce parti pris limite la portée de l'analyse. L'étude de certains moments cathartiques, par exemple la négociation de grands contrats miniers, en offre un exemple puisqu'elle est uniquement menée à l'aune du concept de « stratégie du loup ». Ce choix occulte mécaniquement les dissensions qui apparaissent lors de ces moments entre les acteurs mongols et la diversité des alliances qu'ils sont amenés à nouer avec des partenaires étrangers.

La lecture de l'ouvrage d'Alicia Campi n'en demeure pas moins stimulante. Outre une synthèse inédite de la diplomatie de la Mongolie depuis 1990, il offre de nombreux exemples de la manière dont un « petit pays » est en mesure d'exister sur la scène internationale. Il permet ainsi de dépasser, s'il en était encore besoin, le postulat selon lequel la politique étrangère de ces États se résumerait à un simple alignement sur la puissance dominante. L'ouvrage illustre au contraire la spécificité et l'ingéniosité des stratégies qu'ils déploient sur la scène internationale.

Antoine Maire

THE HIDDEN HISTORY OF BURMA: RACE, CAPITALISM, AND THE CRISIS OF DEMOCRACY IN THE 21ST CENTURY

Thant Myint-U

New York, W.W.Norton, 2019,
272 pages

Voilà un livre que tous les intervenants sur la Birmanie/Myanmar devraient lire avant de poser des jugements, souvent définitifs, sur un pays d'une complexité extrême. Thant Myint-U nous invite à mieux saisir cette complexité en replaçant les événements contemporains dans une perspective historique large, avec les clés de lecture indispensables. Historien pétri des réalités birmanes (son grand-père était un homme politique de premier plan avant de devenir secrétaire général des Nations unies), éduqué à Cambridge, Thant Myint-U est à même d'expliquer à des Occidentaux candides les détours du pays qui, accumulés, rendent la situation contemporaine excessivement sensible.

Le Myanmar (l'auteur explique pourquoi le pays change de nom en 1989) compte 55 millions d'habitants, situé entre la Chine et l'Inde, et bordant le Bangladesh et la Thaïlande. Sa population, à 85 % bouddhiste, est composée de plus de 135 ethnies, au faible niveau d'éducation. C'est l'un des pays les plus pauvres d'Asie, parmi les moins industrialisés, au cœur des trafics mondiaux de narcotiques.

Que s'est-il passé pour que ce pays disposant d'une localisation géostratégique de premier plan, de ressources naturelles abondantes et de talents accumule tant d'impasses et finisse en dictature militaire de 1962 à 2010, isolé du reste du monde ? L'auteur explique le poids de l'histoire, la longue marche

vers l'unité nationale, une colonisation britannique violente et qui divise, l'intermède japonais puis les spasmes des années post-indépendance. Dans un contexte trouble, Ne Win prend le pouvoir et mène le pays au bord du gouffre avec la « voie birmane vers le socialisme ». Puis l'armée le remplace en 1988, poursuit de sa vindicte Aung San Suu Kyi et met en place un système prédateur dont elle a directement bénéficié. En réaction, les pays occidentaux appliquent de lourdes sanctions qui n'ont fait qu'accélérer les rapprochements avec une Chine gourmande.

L'ouverture et la transition vers la démocratie ont été applaudies par le monde entier et c'est surtout ces années que Thant analyse. L'auteur montre comment le cyclone Nargis a été un déclencheur et a accéléré la transition, en mettant en valeur l'incapacité et les déficiences de l'armée.

Une question court tout au long du livre : pourquoi ce pays n'a-t-il pas réussi à se constituer en nation ? L'armée, omniprésente et omnipuissante, n'a pas apporté de solutions durables aux multiples fractures de la société. La démocratie n'y a pas mieux réussi : elle a même exacerbé des conflits latents. C'est à la question ethnique qu'Aung San Suu Kyi, en digne fille de son père, s'est d'abord attelée, avant d'être rattrapée par la question religieuse.

Thant Myint-U parle tout au long de son ouvrage de la question rohingya, et de la place très particulière occupée par les minorités musulmanes en Birmanie/Myanmar. Il raconte comment les terribles événements de 2017-2018 trouvent leur origine dans le Raj britannique et se sont compliqués au fil des ans. Finalement, à travers le drame des

Rohingyas, l'auteur montre combien son pays était voué à l'échec pour une raison « cachée » – référence au titre de l'ouvrage : parce qu'il est un État sans être encore une nation. L'auteur appelle donc à « un nouveau projet de l'imagination » qui, au-delà des réformes politiques, permettrait une réconciliation profonde et salvatrice.

Sophie Boisseau du Rocher

MOYEN-ORIENT

LÈVE-TOI ET TUE LE PREMIER. L'HISTOIRE SECRÈTE DES ASSASSINATS CIBLÉS COMMANDITÉS PAR ISRAËL

Ronen Bergman

Paris, Grasset, 2020, 944 pages

Plus de 900 pages – une somme passionnante – relatent les opérations de liquidation menées par Israël contre les chefs des organisations palestiniennes et du Hezbollah, mais aussi contre les Britanniques en Palestine et les savants allemands en Égypte. Elles sont parfois décrites avec un luxe de détails, parfois parcimonieusement, signe du secret qui entoure encore certaines d'entre elles. Si l'opinion publique israélienne leur est largement favorable, pour les organisations non gouvernementales (ONG) de droits de l'homme il s'agit là d'« exécutions extra-judiciaires ». Les responsables israéliens les ont justifiées en les présentant comme des actes d'autodéfense pour neutraliser des individus sur le point de commettre un attentat. « Face à celui qui vient te tuer, lève-toi et tue le premier », dit le Talmud. De

fait, Israël s'en est pris non seulement aux activistes sur le point de passer à l'acte, mais à tous ceux qui interviennent dans le processus de préparation d'un attentat, du chef de l'organisation aux simples exécutants.

Nombre d'opérations se sont déroulées en Europe, comme la liquidation de membres de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), suite au massacre des Jeux olympiques de Munich en 1972 ; d'autres sur le sol de pays arabes, comme au Liban (liquidation du chef du Hezbollah Abbas el-Moussawi), en Syrie (assassinat de Imad Moughniyah), aux Émirats arabes unis (Mahmoud Al-Mabhoh est tué dans sa chambre d'hôtel à Dubaï par une équipe du Mossad déguisée en tennismen), ou en Jordanie et dans les territoires occupés.

Le contraste entre le luxe de précautions prises pour éviter des dommages collatéraux et un certain laxisme entraînant la mort de civils innocents est frappant. On ne peut manquer aussi d'être saisi par le hiatus entre la virtuosité de certaines actions et l'amateurisme de beaucoup d'autres, comme l'opération ratée à Lillehammer, en Norvège en 1973, digne des Pieds nickelés, ou la tentative avortée d'assassiner Khaled Mechaal à Amman en 1997.

L'auteur, Ronen Bergman, journaliste au *Yediot Aharonot*, s'appuie sur une vaste littérature et un grand nombre d'entretiens. Il resitue chaque fois opportunément le contexte dans lequel ces opérations ont été conduites, les débats parfois intenses sur l'opportunité de telle ou telle attaque. La personnalité du Premier ministre et du ministre de la Défense, qui les approuvent ou non, est déterminante,

mais également celle des chefs des services (Mossad, Shin Bet, Aman), qui peuvent encourager, ou empêcher, des opérations qui sont parfois pures folies. La tentative d'assassiner Yasser Arafat en abattant un avion de ligne dans lequel il était supposé se trouver, est à cet égard édifiante. Sans le sens de responsabilité des responsables militaires de l'opération voulue par Ariel Sharon, à l'époque ministre de la Défense, elle aurait pu tourner à la catastrophe.

Ce livre nous offre une perspective d'ensemble sur ce que l'auteur appelle « la machine à assassiner la plus solide, la plus rationalisée de l'histoire ». Mais a-t-elle apporté un surcroît de sécurité ? Dans certains cas oui, dans d'autres non. C'est là une arme à double tranchant, et les responsables israéliens, enivrés par le caractère souvent ingénieux de leurs opérations, et convaincus qu'elles plaisent à l'opinion, l'ont souvent sous-estimé. Un livre à lire en complément des travaux des chercheurs sur le sujet.

Samy Cohen

L'ÉTAT D'ISRAËL CONTRE LES JUIFS

Sylvain Cypel

Paris, La Découverte, 2020,

336 pages

L'essai de Sylvain Cypel, ancien directeur de la rédaction de *Courrier international* et rédacteur en chef au *Monde*, dresse l'amer et implacable constat d'une dérive ethnociste et antidémocratique de l'État d'Israël, dont le fonctionnement et la nature politiques seraient devenus « contraires aux intérêts des citoyens juifs israéliens, et aussi à ceux des Juifs en général ».

Dans les *Emmurés*, l'auteur décrivait en 2006 comment la société israélienne en crise était dans une impasse, le « mur de protection » en étant la manifestation la plus visible. Sylvain Cypel va ici plus loin dans sa critique de la dérive « xénophobe », « tribaliste raciste », « ségrégationniste », « brutale » et « immorale » d'Israël, qui n'affecte plus seulement les Palestiniens – qui sont de toute façon méprisés et traités comme un « peuple terroriste » – mais également les Israéliens juifs eux-mêmes, notamment les militants des droits de l'homme, les journalistes, les intellectuels et opposants de gauche dont la parole est délégitimée au motif qu'ils seraient traîtres à la nation.

Ces voix discordantes sont devenues minoritaires et harcelées par une classe politique et une opinion majoritaire qui ne tolèrent aucune critique et simplifient à l'extrême la réalité sociale. La nation se serait repliée sur l'ethnicité juive et ferait la part belle au fanatisme nationaliste-religieux et au séparatisme juif. À la radicalité idéologique s'ajoutent, selon l'auteur, une ignorance généralisée et une instrumentalisation sans précédent de l'histoire comme de la science, qui feraient le lit de la « banalisation » et de l'« acceptation du pire ». Ce qui pouvait être nié, ou encore jugé tabou par le passé (comme l'expulsion ou l'extermination des Palestiniens) est aujourd'hui clairement énoncé et assumé.

Cette dérive identitaire et autoritaire de l'État et de la société israélienne aurait une « odeur de fascisme » qui se traduirait par une chose impensable voici encore cinquante ans : la collusion entre la droite israélienne et l'extrême droite antisémite nord-américaine et européenne autour d'une islamophobie radicale. Or, comme le souligne l'auteur, cette dangereuse évolution ne peut que

porter préjudice à Israël, aux Israéliens et aux Juifs. Elle suscite d'ailleurs des critiques et des oppositions. Le président du Congrès juif mondial s'est ainsi opposé à la loi controversée sur l'État-nation du peuple juif. Une partie des Juifs américains manifeste également publiquement sa désapprobation. Ce « nouveau diasporique » se fonde sur une revendication de l'appartenance au judaïsme mais un éloignement vis-à-vis d'Israël, voire une hostilité. Cette dynamique de distanciation, facilitée par l'existence d'un judaïsme réformé propre aux États-Unis (et d'ailleurs non reconnu par les autorités rabbiniques israéliennes) expliquerait en partie le succès du mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) dans les grandes universités américaines ; alors que la communauté juive française au contraire semble soutenir de façon inconditionnelle les dérives de la gouvernance Netanyahu. Pour la sociologue Eva Ilouz, le « nouveau diasporique américain devrait essaimer, mais “la question de l'islam” pose en France un obstacle ». Au final, l'essai documenté de Sylvain Cypel réclame qu'Israël soit considéré comme un pays, un État comme les autres, et soit donc jugé comme les autres à l'aune de ses propres dérives politiques.

Élisabeth Marteu

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2021

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

